

Sadako Ogata cherche à redorer le blason du HCR à Hongkong

Alors que le dossier des boat-people est en bonne voie, une lourde dette ternit l'image du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) à Hongkong.

De notre correspondante à Hongkong

«Nations Unies: remboursez la dette que vous devez à la population de Hongkong.» Cette banderole agressive, qui attendait hier Sadako Ogata avant sa conférence de presse, reflète la mauvaise image dont le HCR souffre dans le territoire alors que la saga des boat-people vietnamiens touche à sa fin.

La dette que le HCR a accumulée auprès du gouvernement de Hongkong s'élève en effet à 1,4 milliard de dollars, et les Hongkongais trouvent la pilule plutôt amère à avaler. Sadako Ogata a en ce sens mis les choses au point. «Je n'ai pas d'argent», a-t-elle répondu, soulignant que le remboursement de cette dette dépend des contributions des pays donateurs. Le Haut commissaire s'est également agacé de devoir se frayer un passage parmi ce groupe de manifestants qui cherchait à lui remettre une lettre de protestation.

Profil bas

Il est vrai que le «timing» de sa visite – la première depuis son élection en décembre 1991 – est étonnant, Hongkong ne figurant plus parmi les dossiers brûlants du point de vue des réfugiés. Et on pourrait penser que le HCR souhaite adopter un profil bas dans le territoire, à moins de quatre mois du transfert de souveraineté. En raison de la dette d'une part, et parce qu'il apparaît de plus en plus hypothétique que le «degré zéro» exigé par la Chine au 30 juin prochain soit atteint. Il reste plus de 4000 Vietnamiens à Hongkong, et selon les ONG locales, un millier d'entre eux seront vraisemblablement toujours là lors du transfert de souveraineté, en raison de casiers judiciaires qui les rendent difficiles à placer dans un pays d'accueil.

Face à ces problèmes, Mme Ogata, qui a également rencontré le gouverneur Chris Patten et le futur chef de l'exécutif, Tung Chee-hwa, a donc cherché à redorer le blason de son organisation, en rappelant les bons côtés de l'action du HCR à Hongkong. «Cela a parfois été un processus compliqué et difficile, mais nous avons pu

résoudre les cas de 214 000 Vietnamiens ici, soit 98%», a-t-elle déclaré. Le Haut commissaire a également ajouté qu'il espérait que Hongkong continuerait à être une terre de refuge après la rétrocession.

Nul ne sait ce que le gouvernement de la future Région administrative spéciale entend faire des Vietnamiens demeurant après la rétrocession. Ce sont d'ailleurs les seuls demandeurs d'asile potentiels qui tombent sous le mandat du HCR. La Convention internationale sur les réfugiés ne s'applique pas au territoire et selon la pratique actuelle, le sort réservé aux dissidents chinois ou aux Nord-Coréens qui s'enfuient à Hongkong, sera laissé à la discrétion du futur gouvernement.

Madeleine Brot